

La fatalité triomphe dès que l'on croit
en elle

Simone de Beauvoir

AVANCER ENSEMBLE

Journal des communistes
de
Villabé

Mai 2014

ET MAINTENANT ?

Nombre de nos concitoyens s'interrogent sur la façon de pouvoir se faire entendre de ceux qui nous gouvernent. Certains ont choisi de s'exprimer avec les élections municipales en sanctionnant le parti socialiste et ses amis politiques, d'autres en s'abstenant ou en votant blanc. Il est évident que ces signes, ces alertes, n'ont ému ni François Hollande, ni ses ministres, puisqu'ils persistent dans la même politique en prolongeant sur ses traits essentiels celle du prédécesseur à l'Élysée.

Le mécontentement, la colère gagnent. L'extrême droite veut « surfer » dessus en spéculant sur les impatiences et en soutenant des idées habillées d'un soi-disant bon sens pour mieux cacher leur « solutions » elles-aussi ultralibérales et, de plus, diviseuses. Le Front de gauche, quant à lui, entend les attentes et s'efforce de les transformer en propositions permettant des rassemblements pour les faire avancer.

Les élections européennes seront une étape pour imposer une volonté de réel changement.

Dans notre pays, d'abord, en choisissant les candidats d'une liste porteurs de propositions antilibérales et en montrant, de ce fait, qu'une vraie gauche existe dans notre pays. Son score sera déterminant pour l'avenir et l'immédiat. Il vaudra des dizaines de manifestations et de pétitions, de colères rentrées.

Au niveau européen, également et surtout, on veut nous

***Au niveau européen,
on veut nous faire confondre Europe
et austérité***

faire confondre Europe et austérité. Ce n'est pas l'union des peuples européens qui est la cause des difficultés, mais bien les choix des différents gouvernements dont les représentants siègent à Strasbourg et les technocrates de la Commission de Bruxelles désignés par ces mêmes gouvernants. La politique d'austérité dont on voit les ravages dans le sud de notre continent est imposée par les dirigeants politiques en parfaite collusion. Qu'ils se cachent derrière la Commission est un truc pour dissimuler

leurs responsabilités dans les directives que les fonctionnaires qu'ils ont mis en place sont chargés d'exécuter avec zèle. Voter pour des députés européens progressistes et animés par la seule idée que l'humain doit être prioritaire, déterminés à combattre la finance et les multinationales, c'est faire un acte efficace.

Election à la proportionnelle avec un seul tour, le résultat exprimera le poids réel des forces politiques en présence. L'Europe doit gagner en démocratie et en progrès social,

renoncer aux mesures d'austérité et oser affronter les forces capitalistes. Il faut lui donner le maximum de députés du Front de gauche en France et, dans les autres pays, des élus animés par les mêmes objectifs. L'abstention ne fera que le jeu des sortants dont on mesure le poids des décisions et/ou de l'extrême droite. Il est des choix à savoir assumer. Laisser la voie libre à une politique d'austérité est contraire aux intérêts de notre peuple, de chacun de nous.

Robert FOURMENTAL

DEUX ÉLUS DÉTERMINÉS

Le nouveau conseil municipal est maintenant en place. Nous jugerons de ses décisions et actions. Deux représentants du Front de gauche et du PCF ont été élus aux côtés des colistiers d'Irène Maggini. Antonio Sebastian et Gilles Cumunel sont décidés à assumer pleine-

ment leur mandat dont ils mesurent l'importance. C'est Antonio Sebastian qui est intervenu, lors des deux premières réunions du nouveau conseil municipal, pour fixer les responsabilités, rappeler quelques objectifs utiles à la population comme le retour à la Poste de l'agence postale pour

un meilleur service public et des charges à ne plus faire supporter par la commune, la nécessaire pérennité des associations comme élément constitutif de la vie locale et de la cohésion des Villabéens dans la pluralité des opinions et des goûts. Vous pouvez compter sur eux.

SORTIR OU NON DE L'EURO ?

Le Parti communiste français et les forces de gauche progressistes se sont élevés contre chacune des étapes de la construction de l'Union européenne libérale. C'est pour ces raisons que nous étions opposés à la mise en place de l'euro, dont le seul but était et est toujours de servir les intérêts du capital au lieu de servir les peuples. Pour la gauche progressiste les questions posées ne sont pas « Pour ou contre l'euro ? » ou « Pour ou contre l'Union européenne ? » mais « Quelles alternatives proposons-nous et quel est le meilleur chemin pour sortir de ces politiques mortifères ? »

L'urgence, c'est de rompre avec l'obsession libérale qui veut toujours mieux rémunérer le capital et organise pour cela l'assainissement des budgets des Etats. Moins de dépenses publiques pour moins d'impôts et plus de rémunérations des actionnaires. Il est d'autant plus urgent de stopper au plus vite la gangrène austéritaire que les politiques mises en œuvre, prétendument pour réduire les déficits, les font au contraire exploser.

Les travailleurs, les citoyens européens, doivent se réappropriier la souveraineté monétaire qui appartient aujourd'hui à la BCE (Banque centrale européenne). Si nous avons rejeté l'euro, lors de sa mise en place, ce n'était pas par opposition à un système de monnaie unique en Europe, mais par rejet de la politique de soumission intrinsèquement liée à sa construction.

Une sortie de l'euro nous affaiblirait indéniablement au profit des marchés financiers qui se délecteraient d'un affrontement commercial entre les Etats membres, et la suprématie du dollar serait incontestable.

Ce que nous proposons, c'est une coopération fondée sur deux idées :

1/ Au niveau national, l'institution d'un pôle financier public qui mettrait en place un réseau d'institutions publiques et mutualistes et des nationalisations de banques privées.

2/ Au niveau européen, l'orientation du crédit bancaire français et européen vers une démarche pour produire plus, mieux et autrement, en permettant aux Etats de se financer sans avoir recours aux marchés financiers, par un contrôle politique de la BCE à qui serait retirée son indépendance statutaire actuelle.

Ce dont nous avons besoin, aujourd'hui, c'est d'une coopération des peuples souverains et associés et non d'un repli sur nos frontières. Avec le Front de gauche nous portons une position claire : rompre avec les traités actuels, au besoin y désobéir pour faire bouger le rapport de forces et refonder l'Europe sur de nouvelles bases pour le bien de l'ensemble des peuples européens.

Antonio SEBASTIAN
Conseiller municipal FDG

